



BULLETIN DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

La coopération de sécurité au Maghreb et au Sahel : l'Ambivalence de l'Algérie

PAR LAURENCE AÏDA AMMOUR

- ◆ La dispersion des efforts pour combattre l'influence croissante d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) tient à l'incapacité des pays de la région à construire des partenariats réellement collaboratifs.
- ◆ La réticence de l'Algérie à combattre AQMI hors de ses frontières réside dans une perception amplificatrice de la menace terroriste qui lui sert de levier géostratégique.
- ◆ La faible légitimité du gouvernement algérien liée à son incapacité à instaurer la stabilité, nécessite une stratégie régionale intégrée.

POINTS SAILLANTS

La virulence croissante d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) a accru les craintes d'instabilité au Maghreb et au Sahel. Ces dernières années, les commandos AQMI ont mené de nombreuses opérations au nord de la Mauritanie, du Mali et du Niger et au sud de l'Algérie: enlèvements d'étrangers, contrebande de véhicules et de cigarettes, trafic de drogue et d'armes. Pour certains, les motivations d'AQMI sont avant tout d'ordre criminel plutôt que politique ou religieux. En témoigne la participation d'un membre d'AQMI, Abdelkarim Targui dit « le Touareg », au sommet des trafiquants de drogue colombiens en Guinée Bissau en octobre 2010¹.

Les enlèvements de ressortissants occidentaux sont privilégiés car ils permettent une couverture médiatique exceptionnelle et une meilleure visibilité, et

sont une source de revenus considérables (estimés à 70 millions de dollars depuis 2006). Ce faisant, AQMI a pu acquérir des quantités significatives d'armes et engranger des sommes colossales. La multiplication des enlèvements menace le tourisme local et les investissements, comme par exemple le gazoduc transsaharien entre le Nigeria et l'Algérie via le Niger, dont l'entrée en activité est prévue pour 2015.

Les risques d'instabilité ont considérablement augmenté avec la prolifération d'armes consécutive à la chute du régime de Qadhafi. Ces armes pillées dans les arsenaux libyens et le retour de mercenaires expérimentés ont renforcé les capacités d'AQMI, la violence des trafics illicites et le risque d'insurrection dans les pays du Sahel. La résurgence des groupes rebelles Touareg au nord du Mali et les affrontements

COMPARAISON DES BUDGETS DE DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES AU SAHEL (2009–2010)

Pays	Dépenses militaires en millions de dollars	Forces armées
Algérie	5 300	147 000
Burkina Faso	110	11 200
Tchad	436	23 350
Mali	174	7 750
Mauritanie	115	15 870
Niger	53,1	5 300

SIPRI Yearbook 2010: *Armaments, Disarmaments and International Security* (Stockholm: SIPRI, 2010); *The Military Balance 2010* (London: International Institute for Strategic Studies, 2010).

violents contre des troupes gouvernementales dans les villes d'Aguelhok et Tessalit en Janvier 2012 souligne cette inquiétude.

Il existe des indices d'une collaboration entre AQMI et Boko Haram. Cette organisation islamiste basée dans le nord du Nigeria, est responsable d'un nombre croissant d'attaques violentes, y compris l'attentat-suicide contre le quartier général des Nations unies à Abuja en août 2011 qui a fait 24 morts ainsi qu'une série d'attentats en Janvier 2012 qui a fait plus de 200 morts à Kano, la deuxième ville du Nigeria. Selon les services de renseignements Nigériens, des membres de Boko Haram ont été recrutés par un Algérien, Khaled Bernaoui, et formés dans un camp au sud d'Algérie depuis 2006².

Malgré la gravité des menaces transnationales et de leurs conséquences, la coopération sécuritaire régionale reste fragmentée. L'Algérie semble bien placée pour jouer le rôle de leader en ce domaine. Plus grand pays du Maghreb, l'Algérie se situe au carrefour de la Méditerranée, du monde arabe et de l'Afrique. Elle est membre de plusieurs organisations internationales comme l'Organisation de la conférence islamique, la Ligue arabe, l'Union africaine, le Dialogue méditerranéen de l'OTAN et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Avec 200 milliards de dollars de réserves de change et des ressources en pétrole et en gaz qui représentent

97 % de ses exportations, l'Algérie est le pays le plus riche de la région. Consacrant 6 fois plus de moyens à son budget militaire que tous les pays sahéliens réunis (voir tableau), elle est aussi considérée comme le pays le mieux équipé et le mieux entraîné militairement. Malgré ces atouts, l'Algérie n'a pas réussi à combler le vide de leadership régional. Cet article analyse les raisons de cet échec et ses implications pour la sécurité régionale.

QUELLE COOPÉRATION POUR QUELLES MENACES?

Les autorités algériennes nient l'existence d'une connexion entre les groupes terroristes domestiques et AQMI. Elles considèrent cette dernière comme un nouveau type d'organisation terroriste motivée par une idéologie extrémiste. Pour les Etats sahéliens, c'est la dimension criminelle de l'organisation sérieusement impliquée dans les trafics de drogue et d'armes qui représente l'aspect le plus dangereux de la menace régionale.

L'incapacité à définir l'ennemi commun a conduit à la fragmentation de la réponse régionale. Cette divergence et les désaccords qui en résultent se conjuguent à des déséquilibres de puissance qui déterminent la manière dont chaque partie appréhende la menace. Avec des capacités militaires bien supérieures à celles des Etats sahéliens, l'Algérie considère que son approche, forgée durant la violente guerre civile des années 90, lui donne la priorité. Cependant, les Etats sahéliens voient d'un mauvais œil l'accent mis par l'Algérie sur la dimension militaire qui néglige les considérations économiques, sociales et politiques qu'ils perçoivent comme imbriquées avec

Bio : Laurence Aïda Ammour Consultante en sécurité internationale et défense chez GéopoliSudconsultance et chercheuse associée à Les Afriques dans le Monde à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux.



la stabilité de la région. Ils avancent que si l'Algérie n'a pas réussi à éradiquer le terrorisme sur son propre sol durant les deux dernières décennies, comment pourrait-elle y parvenir dans la région³?

La nature hybride d'AQMI vient compliquer la situation. Le groupe est composé d'une cellule active en Kabylie et dans la région d'Alger, et de deux cellules au Sahel impliquées dans les enlèvements et le crime organisé (voir carte). Ces réseaux géographiquement dispersés agissent de façon autonome ou même en concurrence plutôt qu'en coordination les uns avec les autres. D'une certaine manière, l'AQMI reste fondamentalement algérien dans son essence et sa direction. Devenues une insurrection régionale ayant des points d'appui dans les communautés locales, elles opèrent avec le soutien d'agents gouvernementaux et de sécurité ainsi qu'avec les trafiquants de drogue (parmi lesquels des Sahraouis du territoire contesté du Sahara occidental) et autres contrebandiers⁴.

Confronté aux attaques d'AQMI et aux enlèvements, chaque pays réagit en fonction de sa propre perception de la menace, de ses intérêts de politique

intérieure, ce qui explique pourquoi les initiatives opérationnelles restent dispersées et peu coordonnées.

Malgré cette dispersion des efforts, depuis trois ans, Alger n'a eu de cesse de vouloir centraliser la « lutte contre la terreur » au Sahara et au Sahel et de se poser comme l'acteur-pivot. En avril 2010, un Comité opérationnel conjoint (CEMOC) entre l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger est installé à Tamanrasset, censé appliquer le nouveau plan de sécurité régionale dont les effectifs qui devaient tripler en 2011 (de 25 000 à 75 000, dont 5 000 Touaregs) n'ont jamais été mis sur pied.

Les initiatives régionales sont fréquemment compromises par l'Algérie qui craint que ses partenaires n'opèrent en toute indépendance, au détriment d'Alger. Par exemple, les interventions mauritaniennes de juillet 2010 et février 2011, où l'Armée mauritanienne a déjoué un attentat contre le président Mohamed Ould Abdel Aziz, et enfin l'action franco-nigérienne de février 2011 contre les ravisseurs de deux jeunes ressortissants français, ont été mal accueillies par l'Algérie. Plutôt que d'encourager ces initiatives, Alger craint le développement d'alliances régionales dont elle serait

exclue, d'autant que les relations entre la Mauritanie et le Maroc se sont améliorées depuis l'élection d'Aziz en juillet 2009⁵. Aussi, le 26 septembre 2010, pour reprendre la main sur la planification et la coopération régionales, les Algériens convoquaient une réunion d'urgence des chefs d'état-major des pays sahéliens à Tamanrasset. Elle débouchait sur la mise en place un Comité central du renseignement des pays saharo-sahéliens dans la capitale algérienne, loin des théâtres d'opération.

Mais le 13 octobre 2010, la réunion d'experts de sécurité du G8 à Bamako à laquelle participait le Maroc, excédait l'Algérie qui déclinait l'invitation et réitérait son opposition à toute prise de décision conjointe avec les pays occidentaux.

« si l'Algérie n'a pas réussi à éradiquer le terrorisme sur son propre sol durant les deux dernières décennies, comment pourrait-elle y parvenir dans la région »

Depuis peu les premiers signes d'une réactivation de la coopération sont cependant perceptibles, avec la tenue de la première réunion à Bamako du comité d'état-major opérationnel le 29 avril 2011, et la planification d'un agenda de sécurité régional en mai de la même année. Préoccupés par les risques de propagation terroriste venus de Libye, les chefs d'état-major d'Algérie, du Mali, du Niger et de Mauritanie ont renouvelé leur engagement aux objectifs du CEMOC.

Sur le plan opérationnel, le 2 juin 2011, les Forces spéciales algériennes, maliennes et nigériennes ont pour la première fois conduit des exercices communs dans la zone frontalière entre les trois pays (extrême sud de Tamanrasset) pour anticiper les risques générés par la crise libyenne. Le 9 juin 2011, à Ségou, des troupes mauritaniennes et maliennes ont établi un plan d'attaque (avec appui aérien) dans la forêt de Wagadou (ouest du Mali), qui s'est conclu par la neutralisation d'un camp de ravitaillement d'AQMI. Par ailleurs, pour la première fois, l'Algérie a envoyé des instructeurs militaires au nord du Mali en décembre 2011.

Néanmoins, ces « succès » ne peuvent faire fi des perceptions fondamentalement différentes de la

menace et des divergences d'approche sur les moyens pour l'éradiquer.

MANQUE DE CONFIANCE

L'état de la coopération régionale est aussi le résultat d'un faible degré de confiance. L'Algérie considère le Mali comme « le maillon faible » dans la lutte contre AQMI. Alger pointe du doigt le peu d'engagement du gouvernement malien contre la menace terroriste et son manque de volonté dans le partage d'informations indispensable à la coopération régionale. En particulier lorsque le Mali accepte de payer une rançon contre la libération d'orages européens, une pratique à laquelle l'Algérie s'oppose énergiquement.

D'un autre côté, les responsables de sécurité sahéliens voient le terrorisme comme un legs de l'Algérie, la plupart des leaders d'AQMI étant Algériens. Cette méfiance trouve sa source dans les soupçons qui pèsent sur le rôle joué par les services de renseignements algériens, le DRS (Département du renseignement et de la sécurité), dans l'infiltration de certains groupes terroristes algériens dans les années 90, puis dans l'exportation du terrorisme algérien sur leurs territoires.

La relation complexe de l'Algérie avec le Sahel tient aussi au soutien qu'elle est réputée avoir offert aux rébellions touarègues au Mali et au Niger, pour contrer la domination de la Libye au Sahara. Alger avait servi de médiateur dans les accords de paix en 1991 et 2006.

En 2008, le président malien Amadou Toumani Touré accusait son homologue algérien de ne pas contrôler ses services de renseignement qui mènent leur propre jeu au Sahel et attisent les tensions régionales. Les gouvernements sahéliens soupçonnent l'Algérie de vouloir dominer ses voisins en exerçant le contrôle des opérations de contre-terrorisme, des routes des trafics et des zones qui pourraient receler du gaz naturel ou des minerais. Fin décembre 2010, le président malien, par crainte d'un coup d'Etat, avait décidé de remplacer les commandants militaires du Nord-Mali jugés sous influence algérienne.

La crédibilité de l'Algérie est par ailleurs prisonnière d'une série de paradoxes. Considérée comme ayant les forces armées les mieux entraînées du Maghreb et fière d'avoir vaincu l'extrémisme islamiste dans les

années 90, elle est victime d'un nombre d'attentats bien supérieur à celui de ses voisins maghrébins et sahéliens : 938 depuis 2001, contre 20 en Mauritanie, 35 au Niger, et 41 au Mali. C'est pourquoi, l'Algérie est classée dans les pays à « risque extrême » au même titre que la Colombie et la Somalie⁶.

De même, l'Algérie se trouve face à des intérêts contradictoires pour lutter avec fermeté contre le terrorisme au-delà de ses frontières. Reconnue internationalement comme le fer de lance de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme islamiste, elle a du même coup accru son importance stratégique et tiré profit de la surestimation de la menace, en particulier grâce à une menace proche qui ne présente pas de danger immédiat pour le régime Algérien.

« L'Algérie s'est privée de sa position stratégique de porte vers le Sahel et l'Afrique subsaharienne en limitant sa politique envers le sud aux domaines énergétique et sécuritaire »

Malgré la réputation de son savoir-faire en matière de lutte anti-terroriste, l'Algérie n'est militairement pas active au Sahara. L'attaque contre ses forces de sécurité algériennes le 30 juin 2010 à Tamanrasset dans laquelle 11 gendarmes et gardes-frontières ont perdu la vie et l'enlèvement d'une touriste italienne le 2 février 2011 dans la région de Djanet témoignent de la faible sécurisation de la zone. Les ratissages contre les maquis islamistes sont concentrés au Nord du pays (Kabylie et Algérois). Comme ses voisins du Sahel, l'Etat algérien est incapable de contrôler l'ensemble de son territoire. Les faits ne semblent donc pas aller dans le sens des affirmations du pouvoir algérien sur sa supériorité militaire et technique, l'ancienneté de son savoir-faire, et son expérience opérationnelle en zone désertique.

Plus pauvres, ses voisins sahéliens sont à la fois l'enjeu des ambitions de leadership et le terrain du jeu d'influence des pays maghrébins. Contrairement au Maroc et à la Libye dont les investissements en Afrique sahélienne et sub-saharienne sont considérables, l'Algérie s'est privée de sa position stratégique de porte vers le Sahel et l'Afrique sub-

saharienne en limitant sa politique envers le sud aux domaines énergétique et sécuritaire.

A titre d'illustration, la route Transsaharienne (ou « route de l'unité africaine ») censée relier l'Algérie au Sahel en 1971 et atteindre les régions marginalisées de peuplement touareg, s'est arrêtée à Tamanrasset en 1978. Les 3 000 kms pour rejoindre l'Afrique de l'ouest n'ont jamais été construits⁷.

UN ÉTAT MILITAIREMENT DOMINÉ

Pour comprendre la fixation d'Alger sur la sécurité, il faut au préalable revenir sur le rôle historique de l'armée dans la formation de l'appareil d'Etat. Les sept années de guerre d'indépendance (novembre 1954-juillet 1962) ont été émaillées de confrontations violentes entre militaires et civils au sein même de la résistance. Trois ans après l'indépendance, le coup d'Etat de juin 1965 de Houari Boumediene a sanctionné la victoire des militaires, le début du système de parti unique et la naissance d'un Etat sécuritaire, dans lequel l'ordre public, la loi et les dispositifs coercitifs et policiers prirent le pas sur les institutions représentatives. Après le coup d'Etat de 1992 qui marqua la fin de la première expérience démocratique et ouvrit la voie à la guerre civile, l'état d'urgence, prolongé durant 19 ans sans vote au Parlement avant d'être officiellement levé en 2011, signa l'instauration d'un état d'exception devenu avec le temps un état ordinaire, dans lequel le maintien d'unités et de forces spéciales permit la surveillance de la société.

L'économie de guerre engendrée par la violence islamiste et la répression contre les populations civiles, a non seulement entretenu l'opacité des mécanismes de gestion de la rente et du pouvoir politique, mais aussi étendu et consolidé les circuits de la corruption et du secteur informel (dit *trabendo*), fondés sur une « économie de bazar » mafieuse.

Le retrait apparent des militaires de la vie politique depuis une décennie les exempte de la responsabilité des écarts que le gouvernement civil pourrait commettre⁸. Mais ils conservent historiquement les prérogatives de la formulation et de l'exécution de la politique étrangère. C'est pourquoi la « démilitarisation du politique » des années 2000 qui aurait pu représenter une rupture au sommet du pouvoir

comme pour l'ensemble de la société laminée par la guerre civile, n'a fait que perpétuer « l'Etat bunker »⁹.

A partir de 2001 et durant les dix années suivantes, les besoins liés au contre-terrorisme ont entraîné un accroissement notable des dépenses militaires de l'Algérie. Son budget de défense a triplé en trois ans pour atteindre 5,3 milliards de dollars en 2009. Les exportations de matériel militaire américain à l'Algérie ont quasiment quadruplé après 2001, atteignant 800 millions de dollars¹⁰. Le pays se

« en position de force dans la lutte anti-terroriste, l'Algérie tend à surestimer et à amplifier ce qui est qualifié de "terroriste" au Sahel »

classe à la neuvième place mondiale, la première au Maghreb, la deuxième sur le continent africain après l'Afrique du Sud¹¹. La Russie reste le premier fournisseur de l'Algérie. En 2006, contre l'effacement de sa dette estimée à 4,7 milliards de dollars, l'Algérie a acheté pour 7,5 milliards d'équipements à Moscou, et en 2010, a conclu un contrat pour la fourniture de 16 avions de chasse Sukhoï.

En position de force dans la lutte anti-terroriste, l'Algérie tend à surestimer et à amplifier ce qui est qualifié de « terroriste » au Sahel.

Au plan interne, le terrorisme présenté comme une menace illimitée, insaisissable et extensible dans le temps et dans l'espace, permet de soumettre la société au diktat de la sécurité, de la maintenir dans un état d'exception permanent et de reporter sine die toute transition démocratique. En amalgamant anti-terrorisme et stabilité, en assimilant insécurité et islamisme, le pouvoir algérien a pu perpétuer et consolider son autoritarisme.

C'est là tout le paradoxe du discours sécuritaire algérien : en s'appuyant sur ses capacités coercitives, l'Etat ne fait que creuser son déficit de légitimité. Décrédibilisé, le gouvernement doit continuellement justifier ses actions à l'intérieur comme à l'extérieur. C'est pourquoi, bien que l'Algérie se présente comme un Etat stable et fort, il est en réalité faible et peine à contrôler son territoire, à protéger ses frontières, à assurer la sécurité de ses citoyens et à résoudre la question sociale qui se manifeste depuis dix ans dans

l'ensemble du pays sous forme d'émeutes, de manifestations, de grèves et, plus récemment, d'immolations. Selon le Ministère de l'intérieur algérien, il y a eu 9 000 mouvements sociaux rien qu'en 2010¹².

MESURES NÉCESSAIRES POUR AMÉLIORER LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ AU SAHEL

La chute du régime de Qadhafi et l'aggravation des risques d'instabilité qui en résultent devraient relancer la coopération de sécurité entre le Maghreb et le Sahel. Tous les Etats de la région reconnaissent les pressions qu'ils subissent et la nécessité d'un nouvel engagement pour aller de l'avant. Y compris pour l'Algérie qui, craignant l'expansion de l'extrémisme, se voit plus que jamais contrainte d'agir au Sahel. Cependant, les ambitions de leadership de l'Algérie ne seront crédibles et réalistes que lorsque sera définie une vision stratégique méditerranéenne et africaine partagée.

Une diversification des efforts régionaux de contre-terrorisme. En définissant la menace qui pèse sur le Sahel comme celle du *narcoterrorisme*, les forces de sécurité seules ne peuvent ni être efficaces ni construire des alliances viables. Une politique de long terme gagnant-gagnant est donc essentielle:

- ◆ Avec ses immenses ressources financières, l'Algérie est économiquement en position de combler le vide créé par la chute de Qadhafi en investissant lourdement dans des initiatives de développement local dans les zones délaissées du Sahara-Sahel, par exemple le pays Touareg et Toubou, et autres zones grises transnationales. De telles initiatives seraient à même d'une part de favoriser la création d'emplois et d'ouvrir des opportunités économiques pour ces populations afin de les détourner de l'attrait exercé par les activités criminelles et le message extrémiste; d'autre part, de démontrer un engagement authentique envers les intérêts des pays voisins.
- ◆ Approfondir l'intégration économique entre partenaires maghrébins, sahéliens et sub-sahariens à travers des projets d'infrastructures

conjointes: routes, chemins de fer ou pipelines, désenclavant les zones marginalisées. Le Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement du nord Mali, d'un montant de 69 millions de dollars, qui fait partie prenante de la stratégie nationale de sécurité adoptée en 2009 par Bamako, est un exemple. De même que le Programme de prévention des conflits et de renforcement de la cohésion sociale en Mauritanie dont l'objectif est de promouvoir les droits des populations marginalisées.

Un engagement conjoint des forces au Sahel.

Des bataillons interrégionaux devraient être créés de toute urgence pour entreprendre des actions transnationales conjointes dans les zones transfrontalières. Le contre-terrorisme et les menaces transnationales ne peuvent plus être appréhendés sur la base de l'inviolabilité des frontières. Au contraire, les efforts de stabilisation sont à structurer autour de domaines d'application transversaux et sur des aires régionales intégrées soumises aux mêmes problématiques. Dans cette perspective, compte tenu de la nature de la menace, le partage de renseignement est plus crucial que les opérations militaires conventionnelles.

Ces patrouilles conjointes devraient incorporer les Touaregs. Même si la violence de l'AQMI ne séduit pas la majorité des populations vivant dans les régions de confins, l'habileté de l'organisation à mobiliser un soutien populaire significatif est inquiétant pour les chefs locaux. Aussi, la participation des Touaregs dans les efforts de stabilisation permettrait de bénéficier de leur connaissance intime du terrain et des populations et de leur faire jouer un rôle actif dans la défense de leurs territoires traditionnels de nomadisme (y compris les Touaregs récemment rentrés de Libye). D'un point de vue opérationnel, cette solution permettrait une préparation et une précision plus grandes contre un adversaire mobile, flexible et proactif.

Etant donné l'importance du trafic de drogue dans les activités d'AQMI, l'espace de coopération devrait être élargi au Burkina Faso, Sénégal, Maroc, Ghana, Guinée, Guinée Bissau et Nigeria, tous acteurs-clés dans le transit de la cocaïne sur le continent.

Une réduction du rôle des militaires dans la politique algérienne. L'Algérie ne pourra pas main-

tenir longtemps son système de gouvernance sécuritaire. Les réformes purement formelles annoncées par le président Bouteflika le 15 avril dernier en réponse à la pression des forces pro-démocratie, n'ont pas convaincu les Algériens toujours méfiants à l'égard des élites politiques et militaires. La coercition exercée par les forces armées et les services de renseignement et le contrôle des activités économiques et sociales par les militaires, ont engendré un fort ressentiment au sein de la société algérienne qui risque de mener le pays à l'implosion sociale.

Après les changements de régime en Tunisie, en Egypte et en Libye, ces pressions pourraient devenir plus fortes. L'expérience des transitions en Amérique latine, en Corée du sud et en Indonésie, indiquent que les militaires ont intérêt à conduire les processus de réformes plutôt que d'attendre que le changement ne se fasse par lui-même¹³. Bien qu'ils perçoivent l'environnement régional actuel comme menaçant, les militaires devraient profiter du moment et de l'opportunité pour procéder à un transfert de pouvoir en bonne et due forme, et mettre fin à l'état d'exception *de facto* qui s'avère insoutenable, onéreux et contre-productif.

Trois conditions sont nécessaires à ces réformes:

- ◆ le retrait des généraux des affaires économiques en faveur d'un véritable secteur privé compétitif afin de construire une économie dynamique basée sur l'innovation, le mérite et le droit, qui pourra attirer l'investissement international.
- ◆ l'abandon de la culture politique de la violence qui a été au fondement du combat contre les groupes terroristes.
- ◆ le partage des colossaux revenus de la rente pétrolière et gazière qui doivent être investis dans les infrastructures et les services pour améliorer le niveau de vie de la population et instaurer la stabilité intérieure.

NOTES

¹ "Une réunion secrète des cartels de la drogue en Guinée Bissau, AQMI présente", *Sahel Intelligence*, 3 novembre 2010.

² Laurence Aïda Ammour, *Flux, Réseaux et Circuits de la criminalité organisée au Sahara-Sahel et en Afrique de l'Ouest*, Cahier du Cerem No. 13 (Paris: IRSEM, décembre 2009), p. 72. Prince Ofori-Atta, "Nigeria: al-Qaeda Presence in Nigeria has been Kept Under Wraps," *Afrik-News*, 3 août 2009.

³ "AQMI: pourquoi Bamako refuse d'y aller", *Jeune Afrique*, 24 septembre 2010.

⁴ Cédric Jourde, *Sifting Through the Layers of Insecurity in the Sahel: The Case of Mauritania*, Africa Security Brief No. 15 (Washington, DC: NDU Press, septembre 2011).

⁵ Laurence Aïda Ammour, «La Mauritanie au carrefour des menaces régionales», *Notes Internationales*, no. 19 (Barcelona: Barcelona Centre for International Affairs (CIDOB), octobre 2009. Conscient des jeux d'influence entre rivaux, Aziz a entrepris une visite à Alger en décembre 2011, suggérant ainsi un changement dans les équilibres régionaux.

⁶ *2011 Terrorism Risk Index*, British Maplecroft. 3 août 2011: <http://maplecroft.com/about/news/terrorism_index_2011.html>.

⁷ De nouveau à l'ordre du jour 36 ans plus tard, deux sections de la route vers la frontière malienne (Tamanrasset-Timiauouine et Tamanrasset-Tinzaouatine) devraient être achevés en 2014.

⁸ Steven Cook. 2007. *The Military and Political Development in Egypt, Algeria, and Turkey*. (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2007).

⁹ Clement Moore Henry and Robert Springborg, *Globalization and the Politics of Development in the Middle East*, (New York: Cambridge University Press, 2010).

¹⁰ Algeria Country Report, Center for Defense Information, 2007.

¹¹ *SIPRI Yearbook* 2010.

¹² Idir Tazerout, "Ce que nous réservent les 20 prochaines années", *L'Expression*, 24 juillet 2011; Claire Spencer, "Algeria: North Africa's Exception?," Chatham House, 30 août 2011: <www.chathamhouse.org/media/comment/view/177887>.

¹³ Stephen Haggard et Robert R. Kaufman, *The Political Economy of Democratic Transitions* (Princeton: Princeton University Press, 1995).

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Directeur: Ambassadeur
William M. Bellamy
(à la retraite)
National Defense University
300 Fifth Avenue, Building 21
Fort McNair
Washington, DC 20319-5066
Téléphone: + 1 202 685-7300
Site Internet: www.africacenter.org

BUREAU RÉGIONAL DU CESA À DAKAR

Directeur régional adjoint:
Claude Toze
Téléphone: 221 33 869 61 60
Courriel: TozeC@ndu.edu

BUREAU RÉGIONAL DU CESA À ADDIS-ABEBA

Directeur régional:
Brad Anderson
Téléphone: 251 11 517 4000
Courriel: AndersonBG@state.gov

BULLETINS DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

Directeur de la rédaction:
Joseph Siegle, Ph.D.
Téléphone: + 1 202 685-6808
Courriel: Sieglej@ndu.edu

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) soutient l'élaboration de politiques stratégiques des États-Unis envers l'Afrique en offrant des programmes d'enseignement de qualité, en effectuant des recherches et analyses au sujet des politiques et en favorisant la prise de conscience et le dialogue sur les priorités stratégiques des États-Unis et les questions relatives à la sécurité de l'Afrique. Dans cette optique, le CESA est résolu à établir des réseaux de dirigeants civils et militaires africains, américains, européens et internationaux et à présenter les points de vue africains à l'intention des décideurs américains.



La série des Bulletins de la sécurité africaine expose les recherches et les analyses d'experts du CESA et de chercheurs extérieurs pour mieux faire comprendre les questions relatives à la sécurité de l'Afrique. Les opinions, conclusions et recommandations exprimées ou implicites sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du ministère de la Défense ou de tout autre organisme du gouvernement fédéral des États-Unis. Pour de plus amples renseignements sur le CESA, veuillez consulter le site Internet à : <http://www.africacenter.org>.

AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES



<http://www.africacenter.org>

ISSN 2164-4039

